

Rwanda: comment la Belgique a abandonné le pays en 1994

Il y a 27 ans, en avril 1994, quelques jours après le massacre de dix de ses Casques bleus à Kigali, la Belgique retirait ses militaires du pays et menait campagne pour que la Force de l'ONU, la Minuar, fasse de même. Retour sur un abandon tragique qui a laissé les mains libres aux génocidaires.



Les paras belges évacuent des civils, sous le feu ennemi, le 13 avril 1994 à Kigali: un pays abandonné à ses démons... et aux génocidaires. - Belga



Par [Colette Braeckman](#)

Journaliste au service MondeLe 13/04/2021 à 19:25

RÉCIT

Il aura fallu 27 ans pour que des historiens français, mandatés par le président Macron pour examiner des archives enfin rendues accessibles, concluent à l'« aveuglement » du pouvoir face à la montée des périls au Rwanda. Evitant de prononcer le mot « complicité », les chercheurs ont mis en évidence le soutien apporté par Paris et plus précisément par l'Elysée aux éléments extrémistes du régime Habyarimana alors que ces derniers avaient annoncé et planifié le génocide des Tutsis.

LIRE AUSSI [Rwanda: au lendemain du génocide, les Belges aussi ont soutenu les réfugiés hutus](#)

Alors que les conclusions de la « Commission Duclert » faisaient l'effet d'un électrochoc sur l'opinion française, la Belgique est demeurée muette. Comme si la page était définitivement tournée... Comme si le travail mené en 1997 et 1998 par la Commission d'enquête parlementaire avait permis à l'ancienne puissance coloniale de conclure que tous les comptes avaient été soldés...

Aux yeux des Rwandais, la réalité est cependant bien différente : depuis 1918, quand la Société des Nations plaça deux anciennes colonies allemandes, le Rwanda et le Burundi, sous la tutelle de la Belgique, cette dernière appliqua une grille de lecture ethnique sur un système social complexe et les Tutsis, considérés comme des « aristocrates » d'origine « hamitique », furent promus au rang d'auxiliaires du pouvoir colonial.

LIRE AUSSI [Rwanda: les archives de l'Elysée, déclassifiées, parlent enfin](#)
Mais à la veille de l'indépendance, les Belges, sous l'influence de la démocratie chrétienne, décidèrent d'appuyer les revendications des Hutus plus nombreux et surtout considérés comme plus dociles. En dépit des massacres, des discriminations qui visèrent les Tutsis restés au Rwanda, de l'exode de 300.000 réfugiés dans les pays voisins, la Belgique soutint longtemps un pouvoir fondé sur le principe de la « majorité ethnique ». Jusqu'en 1990, le président Habyarimana, ami personnel du roi Baudouin, fut courtisé par Bruxelles, alors en froid avec le grand voisin Mobutu.

NEWSLETTER SELECTION DE LA RÉDACTION

Tous les soirs du lundi au vendredi, retrouvez une sélection d'articles abonnés à ne pas manquer.

Je m'inscris

Un contingent mal préparé

En 1990 cependant, alors que les Tutsis exilés avaient constitué un mouvement armé, le Front patriotique rwandais, la Belgique déçut ses alliés hutus en refusant de livrer des

armes qui avaient cependant été payées d'avance. Elle refusa de les soutenir militairement, et, au contraire de la France, elle prôna la négociation. Jusqu'au bout, en dépit de la situation qui se détériorait de mois en mois, la Belgique appuya les accords d'Arusha conclus en 1993 qui prévoyaient le partage du pouvoir en attendant de futures élections. Alors qu'aucun autre pays développé ne se présentait pour participer à la force de maintien de la paix onusienne qui devait remplacer le contingent français dont le FPR exigeait le départ, la Belgique accepta d'envoyer au Rwanda 550 Casques bleus. Ce contingent de paracommandos venus de Flawinne et de Diest, dont certains avaient servi en Somalie, devait devenir la colonne vertébrale de la Minuar (Mission des Nations unies au Rwanda), dirigée par un Canadien, le général Dallaire. Des enquêtes ultérieures allaient démontrer combien le contingent belge était mal préparé : les hommes logeaient dans 14 cantonnements différents, ils étaient dépourvus de cartes leur permettant de s'orienter dans Kigali, leurs blindés étaient obsolètes et, surtout, ils n'avaient aucune connaissance du milieu et du contexte politique.

[LIRE AUSSI RDCongo: un quart de siècle après le génocide au Rwanda, le Kivu paie toujours la facture](#)

Le 7 avril, au lendemain de l'attentat contre l'avion du président Habyarimana, attribué aux Belges par la radio des Mille Collines, dix Casques bleus belges, sous le commandement du lieutenant Lotin, furent capturés alors qu'ils tentaient de protéger la Première ministre Agathe Uwilingyimana. Amenés au camp Kigali, ils furent mis à mort sans que rien ne soit tenté pour les sauver et ce massacre fit l'effet d'une bombe en Belgique. Durant des jours, la presse s'attacha à décrire leur supplice, la méconnaissance du danger dont firent preuve leurs chefs, l'impuissance du général Dallaire qui refusa de s'arrêter devant le camp Kigali alors que les Casques bleus, morts ou blessés, gisaient au sol...

Campagne pour un retrait général

Dès le soir du 7 avril, le ministre CVP de la Défense Léo Delcroix devait déclarer que « le souci unanime du gouvernement avait été de retirer les troupes ». Lorsque, le 12 avril, le ministre des Affaires étrangères Willy Claes rencontra à Bonn le secrétaire général de l'ONU Boutros Ghali, il lui signifia que, les conditions de la mission n'étant plus remplies, la Belgique entendait retirer ses troupes le plus rapidement possible. Ne voulant pas porter seule le poids de cet abandon, la Belgique fit aussitôt campagne auprès de plusieurs membres du Conseil de sécurité, insistant pour que la Minuar tout entière se retire complètement du Rwanda et elle obtint l'appui des Américains qui refusèrent longtemps d'utiliser le terme génocide.

[LIRE AUSSI La chronique «Je dirais même plus»: Casques bleus](#)

Alors que les tueries, à Kigali et dans tout le pays, avaient déjà fait plus de 20.000 morts, New York décida de réduire la Minuar à une force résiduelle de 270 hommes, qui s'employèrent surtout à garder les bâtiments.

A l'époque, cette décision d'abandonner le Rwanda à ses démons ne suscita guère de réaction dans une Belgique traumatisée par la mort dramatique des Casques bleus. Entre-temps, 800 commandos belges, s'ajoutant à 500 Français venus de Centrafrique s'étaient déployés au Rwanda avec pour mission d'évacuer les expatriés.

Massacre à l'Ecole technique

L'Opération « Siver Back » avait établi un pont aérien au départ de Nairobi, Français et Italiens avaient fait de même et les convois amenant à l'aéroport des Européens hébétés longeaient les fossés débordant de cadavres... Un épisode particulièrement dramatique eut lieu à l'ETO (Ecole technique officielle) lorsque 147 expatriés furent exfiltrés tandis que 2000 réfugiés rwandais abandonnés furent massacrés par les Interhahamwe qui attendaient le départ des Européens.

[LIRE AUSSI Rwanda: comment les génocidaires ont pu gagner le Zaïre en 1994](#)

Au-delà de la simple mission d'évacuation, une autre solution aurait cependant été possible : interrogés par Bruxelles, des officiers belges présents au Rwanda répondirent que si toutes les forces étrangères présentes dans le pays (les Belges, les Français, les membres de la Minuar...) acceptaient d'unir leurs efforts, il était possible d'enrayer la « machine génocidaire », au moins dans la capitale.

Mais une question, posée par les militaires aux politiques, demeura sans réponse : dans une telle hypothèse, à qui confier le pouvoir ? Le gouvernement intérimaire rwandais organisait les massacres, tandis que le FPR qui avait repris l'offensive et se méfiait des Français, exigeait le départ de toutes les forces étrangères. Lorsque le dernier avion belge chargé de civils s'envola de Kigali le 16 avril, il fut accompagné de tirs non identifiés. Arrivés sur le sol belge, des Casques bleus condamnés à l'impuissance découpèrent leurs bérets bleus devant les caméras de la télévision. Le Rwanda avait été abandonné. En avril 2000, Guy Verhofstadt alors Premier ministre, fut le premier dirigeant européen à se rendre au Rwanda et à demander pardon, au nom de son pays et de son peuple.